



Tous ensemble le 23 mars 2010, dans l'unité Grève et manifestation interprofessionnelle

Suite au sommet social du 15 février 2010 à l'Élysée, le gouvernement n'a apporté aucune réponse concrète sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail et les politiques publiques.

Pour nos retraites.

Le recul de la retraite au-delà de 60 ans et l'allongement de la durée de cotisations sont inacceptables. Ils conduisent à une baisse des revenus des retraites et aggravent le chômage des jeunes. **Défendons la retraite à 60 ans à taux plein avec au moins 75 % du salaire net d'activité sur les 10 meilleures années dans le privé et les 6 derniers mois dans le public.**

Refusons le recul envisagé et l'allongement programmé de la durée de cotisations. Imposons l'arrêt de la dégradation de nos retraites aujourd'hui, pour créer les conditions d'un retour à la situation d'avant 1993 dans le privé et 2003 dans le public.

Pour nos salaires.

Le gouvernement a instauré le bouclier fiscal pour les plus riches et supprime la taxe professionnelle pour les entreprises. Dans le même temps, en connivence avec le patronat, il organise le gel des salaires et prévoit, avec la taxe carbone, la levée d'un nouvel impôt auprès des familles.

Refusons cette situation qui conduit à un recul social du salariat.

Exigeons une augmentation immédiate de 200 € des salaires, du smic, des retraites, des minimas sociaux et l'ouverture de véritables négociations salariales.

Chaque année des milliards de profits sont détournés pour quelques privilégiés alors qu'ils pourraient servir le progrès social de tous.

Pour nos emplois dans le privé comme dans le public.

La politique de l'emploi est tout aussi catastrophique. Les licenciements et les fermetures d'entreprises se succèdent. 100 emplois par mois sont supprimés en Haute-Loire depuis 15 mois. **Il faut interdire les licenciements ! Il faut prolonger l'indemnisation des demandeurs d'emploi ! Indemnisation du chômage partiel à 100 %. Préserver l'emploi, c'est aussi préserver le tissu industriel.**

Les services publics et la protection sociale ont été des amortisseurs de la crise pourtant, le gouvernement poursuit le démantèlement de la fonction publique en supprimant massivement des emplois.

Refus de la suppression de 33 000 postes de fonctionnaires, inscrite au budget 2010 et maintien de tous les emplois publics. Non aux privatisations. Arrêt de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques).

***Dans le privé comme dans le public, il faut lutter contre la précarité.
Les emplois statutaires et le contrat à durée indéterminée doivent rester la norme.***

Mobilisons-nous pour imposer d'autres choix.

Tous en grève et à la manifestation

Mardi 23 mars 2010 à 10 heures, Place Cadelade au Puy en Velay